



**france***loire*

votre atout cœur dans l'immobilier

***CAHIER DES CLAUSES***

***ADMINISTRATIVES PARTICULIERES***

***(C.C.A.P.)***

**NETTOYAGE DE COUVERTUES  
AMIANTEES– ORVL  
Résidence VAL D'OR  
18200 ORVAL**

## SOMMAIRE

PREAMBULE .....	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ, DEFINITION DE L'OPERATION ET PROCEDURE CHOISIE.....	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ .....	4
1.2 TRANCHES ET LOTS .....	4
1.3 PROCEDURE DE CONSULTATION .....	4
ARTICLE 2 - PARTIES CONTRACTANTES - PIECES CONTRACTUELLES .....	5
2.1 LES PARTIES CONTRACTANTES .....	5
2.2 PIECES CONTRACTUELLES :.....	5
2.3 DOCUMENTS ANNEXES (NON CONTRACTUELS) .....	5
ARTICLE 3 - DEFINITION DU MARCHÉ ET DES PRIX.....	6
3.1 GENERALITES.....	6
3.2 CONTENU DE PRIX .....	6
ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION ET OUVRAGES TEMOINS .....	7
4.1 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	7
4.2 CAS DE FORCE MAJEURE .....	7
4.3 OUVRAGES TEMOINS .....	7
ARTICLE 5 – SOUS TRAITANCE .....	7
5.1 SOUS-TRAITANCE .....	7
ARTICLE 6 – MODALITES FINANCIERES .....	8
6.1 SITUATIONS MENSUELLES.....	8
6.2 MODALITES DE REGLEMENT .....	8
6.3 MEMOIRE ET DECOMPTE DEFINITIF .....	9
6.4 RETENUE DE GARANTIE .....	9
6.5 ACOMPTE SUR APPROVISIONNEMENT .....	9
6.6 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION .....	10
6.7 AUTRES PENALITES.....	10
ARTICLE 8 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	10
8.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	10
8.2 CARACTERISTIQUE QUALITE .....	10
8.3 CONTROLE .....	10
8.4 ESSAIS.....	10
ARTICLE 9 - IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	10
ARTICLE 10 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....	11
10.1 PERIODE DE PREPARATION .....	11
10.2 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	11
10.3 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	11
10.4 MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET L'HYGIENE .....	11

ARTICLE 11 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX .....	11
11.1    ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX .....	11
11.2    RECEPTION .....	12
11.3    REPRISES DES TRAVAUX.....	12
ARTICLE 12 - RESPONSABILITES ET GARANTIES .....	12
12.1    GARANTIES .....	12
12.2    POLICES SOUSCRITES PAR LES ENTREPRENEURS .....	13
12.3    POLICE SOUSCRITE PAR LES FABRICANTS.....	13
12.4    SURPRIME .....	13
12.5    POLICE DE RESPONSABILITE CIVILE .....	13
12.6    POLICES DIVERSES : .....	13
12.7    HONORAIRES DU CONSUEL.....	14
12.8    SANCTION DU DEFAUT D'ASSURANCE .....	14
12.9    TRAVAIL DISSIMULE, COTISATIONS FISCALES ET SOCIALES.....	14
ARTICLE 13 - RESILIATION D'UN MARCHE .....	14
13.1    RESILIATION DE PLEIN DROIT.....	14
13.2    RESILIATION DU MARCHE APRES MISE EN DEMEURE .....	15
13.3    MISE EN REGIE .....	15
13.4    CONSEQUENCES DE LA RESILIATION OU DE LA MISE EN REGIE.....	15
Article 14 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE .....	16
Article 23 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	16

## PREAMBULE

Le présent document est un Cahier des Clauses Administratives Particulières simplifié destiné à régir les rapports entre les entreprises et le maître d'ouvrage.

La simplification de ce document ne peut occulter les règles générales des marchés des sociétés anonymes d'H.L.M. qui prévalent.

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ, DEFINITION DE L'OPERATION ET PROCEDURE CHOISIE

### 1.1 OBJET DU MARCHÉ

L'opération régie par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières a pour objet :

**Le démoussage des toitures**

**Sur l'opération** : ORVL – Résidence Val d'OR

**Commune de** : 18200 ORVAL

Telle qu'elle résulte des prescriptions données par le CCTP et les plans.

### 1.2 TRANCHES ET LOTS

☒ Les travaux ne sont pas divisés en tranches.

☐ Les travaux sont divisés en tranches définies comme suit :

- Tranche ferme : .....

- Tranches optionnelles :

1 - .....

2 - .....

3 - .....

☒ Il n'est pas prévu de décomposition en lots

☐ Il est prévu une décomposition en lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise « spécialisée » ou à un groupement d'entreprises solidaires.

Les travaux sont répartis en :

lot n° 1 : .....

lot n° 2 : .....

lot n° 3 : .....

lot n°4 : .....

Etc ....

### 1.3 PROCEDURE DE CONSULTATION

La consultation entre les entreprises générales, les entreprises groupées ou les entreprises non groupées, se fera conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur.

Il s'agit d'un **Marché à procédure adaptée mentionné aux articles L2123-1 et R 2123-1 et suivants du code de la commande publique.**

## ARTICLE 2 - PARTIES CONTRACTANTES - PIECES CONTRACTUELLES

### 2.1 LES PARTIES CONTRACTANTES

#### D'une part.

Le maître de l'ouvrage, la Société Anonyme d'HLM FRANCE LOIRE, 33 Rue du Faubourg de Bourgogne 45000 ORLEANS représentée par son Directeur Général, Monsieur Morgan BLIN, désigné dans les documents par "le maître de l'ouvrage"

#### D'autre part.

L'entrepreneur dont la soumission aura été approuvée et qui aura fait élection de domicile sur le territoire de la commune dans laquelle les travaux sont réalisés, désigné par la mention "l'entrepreneur"

#### 2.1.1 MAITRISE D'ŒUVRE :

Sans Objet.

#### 2.1.2 BUREAU DE CONTROLE :

Sans Objet

#### 2.1.3 COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE :

APAVE PARISIENNE

### 2.2 PIECES CONTRACTUELLES :

Les pièces contractuelles définies ci-après et constituant le marché prévalant les unes contre les autres et dans l'ordre suivant :

- 1- Le marché proprement dit, accompagné de l'Acte d'Engagement de l'entrepreneur et éventuellement modifié par avenants.
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
- 3- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières.
- 4- Les plans annexés au CCTP
- 5- Le mémoire technique
- 6- Le planning d'exécution des travaux
- 7- Les règlements de construction en vigueur
- 8- Le CCAG applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés selon la norme française NF P03-001
- 9- Les documents techniques unifiés, spécifications techniques et les normes AFNOR - les cahiers C.S.T.B. le R.E.E.F, le règlement sanitaire départemental.
- 10- Normes des fiches C2E en vigueur au moment de la signature du marché

NOTA : Les documents d'ordre général des alinéas 7.8.9.10 quoique non fournis lors de l'appel d'offres sont réputés bien connus des entrepreneurs les parties contractantes leur reconnaissent le caractère contractuel. Tous les autres documents s'ils ne portent pas la signature du Maître de l'Ouvrage ou de son représentant sont réputés dépourvus de toute garantie.

### 2.3 DOCUMENTS ANNEXES (NON CONTRACTUELS)

- 10- Les devis quantitatifs et estimatifs constituant le bordereau des prix unitaires, établi suivant l'ordre des articles du devis descriptif. Il n'aura de valeur contractuelle qu'en ce qui concerne les prix unitaires pour l'établissement des situations, des travaux modificatifs éventuels ou de la révision de prix.
- 11- Les diagnostics techniques immobiliers (Diag élec., RRAT, RPAT, CREP, DTA...)
- 12- Les rapports d'audit énergétique.
- 13- Un bordereau décomposant le prix forfaitaire.
- 14- L'attestation de qualification professionnelle (valable pour l'année en cours).
- 15- Les attestations de validité des assurances à la charge de l'entrepreneur.

#### 2.3.1 FORME DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

Il sera établi suivant modèle joint portant le cachet commercial de l'entreprise. Le délai d'acceptation par le Maître de l'Ouvrage de l'offre de l'entrepreneur est de 180 jours à compter de la date limite de la remise de la soumission.

Cette soumission sera signée numériquement. Les documents 1 à 4 doivent également être signés numériquement. Cette signature apparaîtra uniquement en dernière page.

## ARTICLE 3 - DEFINITION DU MARCHE ET DES PRIX

### 3.1 GENERALITES

Ce Cahier des Clauses Administratives Particulières complète le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés (NF P03.001)

Les articles énumérés ci-après, n'ayant pour but que de préciser certaines conditions de l'ensemble des charges générales, il est précisé que le devis descriptif n'est fourni que pour donner une indication des ouvrages à exécuter. En conséquence, le prix forfaitaire comprend, non seulement ce qui est décrit dans ce devis descriptif, ou indiqué aux plans mais encore, tout ce qui est supposé nécessaire à l'achèvement complet des travaux prévus et sans qu'aucune partie de l'ouvrage ne reste inachevée.

L'entrepreneur ne pourra, pour se soustraire à cette obligation, s'appuyer sur ce que les prescriptions des pièces et des plans pourraient présenter d'incomplet ou de contradictoire.

Les explications qu'il a pu obtenir du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage l'ont mis à même de s'édifier complètement sur les travaux à réaliser et de proposer ses prix en parfaite connaissance de cause.

Les entrepreneurs auront toute latitude pour poser au Maître d'Oeuvre ou au Maître d'ouvrage toutes questions qu'ils jugeraient utiles à la parfaite compréhension du projet (plans, descriptifs).

Les entreprises devront également s'inquiéter de la façon dont s'exécutent les travaux nécessitant l'intervention de plusieurs corps d'état et faire fixer, à l'avance l'intervention de chacun d'eux.

Faute par elles de préciser ces points, l'exécution sera faite aux frais de l'entreprise qui a d'après les usages du bâtiment la charge d'exécuter ces travaux.

Donc, les ouvrages, détails d'ouvrages ou accessoires non particulièrement stipulés, seront dus par l'entreprise par analogie.

Dans aucun cas, un travail supplémentaire ne pourra être réglé comme supplément au forfait, s'il n'a été commandé par un ordre de service signé par le Maître de l'Ouvrage ou son représentant.

Il est précisé que les détails remis par les entrepreneurs à l'appui de leur soumission n'ont qu'une valeur indicative et ne sauraient servir ultérieurement de base de réclamation.

#### 3.1.1 PRESCRIPTIONS

De toute manière, le fait pour l'entrepreneur d'exécuter sans en rien changer, les prescriptions des documents techniques remis ne peut atténuer en quoi que ce soit, sa pleine et entière responsabilité.

#### 3.1.2 COTES DE PLANS

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans, sauf sur les dessins grandeur exécution.

En cas d'erreur d'insuffisance ou de manque de côtes, l'entrepreneur devra en référer au Maître d'Oeuvre ou au Maître d'ouvrage afin que les mises au point ou rectifications nécessaires soient faites.

L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour lui un oubli ou l'inobservation de cette clause.

### 3.2 CONTENU DE PRIX

#### 3.2.1 CONTENU DES PRIX

Les prix seront globaux, nets, forfaitaires et s'entendent pour l'exécution selon les règles de l'Art, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, toutes sujétions comprises des travaux du lot correspondant.

#### 3.2.2 MODIFICATION DU PRIX GLOBAL SOUSCRIT

Les seules modifications possibles à ce prix global sont :

- 1) l'application des formules d'actualisation de prix
- 2) les avenants majoritaires aux marchés signés
- 3) les avenants minoritaires aux marchés signés.

#### 3.2.3 COMPTE PRORATA

Il n'est pas envisagé de compte prorata pour des travaux d'entretien du patrimoine. Si des dépenses communes à plusieurs entreprises devaient être faites, celles-ci se régleront entre les entrepreneurs concernés sans que le maître d'ouvrage n'ait à intervenir.

#### 3.2.4 VARIATION DANS LES PRIX

- Mise à jour des prix :

Si la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux intervient 180 jours après la date de remise des offres, il sera procédé à la mise à jour du prix par l'application de la formule d'actualisation visée au 3.02.5.0, ci-après. La formule comporte en numérateur l'index du mois de la date d'effet de l'ordre de service moins trois mois, le mois de la date d'effet de l'ordre de service étant compté pour zéro.

- Mois d'établissement des prix :

Les prix portés dans les actes d'Engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **mois de**                      appelé "mois zéro".

Pour l'application des dispositions ci-avant, la date d'effet de l'ordre de service de commencer les travaux doit s'entendre comme suit :

Dans le cas d'entreprises individuelles, la date d'effet de l'ordre de service donné à chaque entreprise de commencer les prestations qui lui incombent.

Dans tous les cas où une entreprise doit faire plusieurs interventions successives sur le chantier, que les délais partiels soient ou non impartis pour chaque intervention, c'est la date de la première intervention qui est retenue.

#### 3.2.5 FORMULE D'ACTUALISATION

L'index bâtiment tout corps d'état retenu étant l'index BT01.

Les prix de base sont actualisés, en hausse comme en baisse, dans les conditions précisées à l'Art. 3.2.4 du CCAP par application de la formule suivante :

$P = P_o \times \frac{I}{I_o}$	avec $I_o$ , qui est la valeur applicable pour le mois de référence visé ci-avant, de l'index bâtiment BT01 avec $I$ , qui est la valeur du même index applicable à la date d'effet de l'ordre de service moins 3 mois. (le mois de l'ordre de service étant noté mois indice zéro moins trois)
--------------------------------	---

### 3.2.5 REVISIONS :

renseigner sans objet ou les modalités

## ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION ET OUVRAGES TEMOINS

### 4.1 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai global contractuel d'exécution et de livraison des ouvrages est fixé à **4 mois** à compter de la date fixée par ordre de service pour l'ouverture du chantier y compris période de congés payés et période d'intempéries fixée à **5** jours ouvrables.

#### 4.1.1 PROLONGATION D'EXECUTION DES TRAVAUX

Toute prolongation du délai d'exécution des travaux nécessite une demande formelle par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du maître de l'ouvrage. L'entreprise devra apporter tout justificatif disponible afin d'appuyer sa demande ainsi que les éventuels documents supplémentaires demandés par le maître de l'ouvrage.

Si, à la suite de l'examen des justifications fournies, le Maître d'Ouvrage décide d'accorder une prolongation de délai, un avenant fixant le nouveau délai contractuel sera établi.

### 4.2 CAS DE FORCE MAJEURE

Les phénomènes naturels ne seront, en aucun cas, tolérés comme cas de force majeure susceptible de donner lieu à une indemnisation par le maître d'ouvrage.

### 4.3 OUVRAGES TEMOINS

sans objet ou à renseigner

## ARTICLE 5 – SOUS TRAITANCE

### 5.1 SOUS-TRAITANCE

L'entrepreneur peut recourir à la sous-traitance pour l'exécution du présent marché. Il s'interdit de sous-traiter la totalité des prestations qui lui sont confiées.

L'entrepreneur ayant recours à la sous-traitance est réputé responsable de ses sous-traitants directs, et de l'exécution des obligations contractuelles résultant de la partie du marché qu'il confie à des sous-traitants.

L'entrepreneur qui entend sous-traiter une part de son marché s'engage à faire agréer son sous-traitant ainsi que ses conditions de paiement par le maître de l'ouvrage avant toute intervention de celui-ci au minimum 15 jours avant le début de l'intervention programmée du sous-traitant.

#### 5.1.1 Agrément du sous-traitant

La présentation de tout sous-traitant comportera le formulaire DC4 relatif à la sous-traitance (téléchargeable sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)) comprenant les informations et les documents mentionnés ci-après. Le sous-traitant devra être inscrit sur la plateforme e-attestations, l'article 12.9 du présent document s'applique aux sous-traitants.

- la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- une description précise des prestations du marché qui sont sous-traitées
- le chiffre d'affaire des trois dernières années pour des prestations similaires à l'objet du marché
- une liste des références professionnelles pour des prestations similaires à l'objet du marché
- une liste des moyens humains dédiés aux prestations sous-traitées
- une description du matériel dédié à l'exécution du marché
- les modalités de paiement du sous-traitant et les conditions de variation du prix du contrat de sous-traitance
- le montant maximum à verser au sous-traitant bénéficiant d'un paiement direct (sous-traitance au moins égale à 600 euros)
- Le devis des prestations sous-traitées (selon la trame de la DPGF du marché)
- Les attestations de compétences SS4 (si les prestations sous-traitées le nécessitent)
- Les attestations d'assurance
- La liste nominative des salariés étrangers
- Le contrat de sous-traitance
- Une attestation écrite de la régularité de la situation de son sous-traitant au regard des obligations relatives au travail dissimulé.

Dans l'hypothèse où la sous-traitance intervient en cours de marché, il convient de présenter en supplément des documents ci-dessus listés, les documents suivants :

- certificat de cessibilité de créance dont il aurait éventuellement bénéficié de la part du maître de l'ouvrage, afin d'attester qu'aucune cession de créance ne s'oppose au paiement direct du sous-traitant.
- En cas de cession de créance par l'entrepreneur à un établissement bancaire, une attestation ou une main levée de cession ou du nantissement de créances correspondant au montant du DC4.

L'autorisation écrite du maître de l'ouvrage constitue, si elle est accordée, l'agrément du sous-traitant.

Les clauses du présent marché deviennent alors intégralement applicables à l'entreprise sous-traitante dans des conditions strictement identiques.

Tout manquement à l'une quelconque de ces obligations est susceptible d'entraîner au choix du maître de l'ouvrage, et cumulativement, l'application des pénalités prévues au présent CCAP ou la résiliation de son marché.

En cours d'exécution, l'entrepreneur est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage du marché les modifications concernant les sous-traitants.

#### 5.1.2 Paiement du sous-traitant

##### ➤ Sous-traitance de montant inférieur à 600 euros

L'entrepreneur assure le paiement de son sous-traitant, lorsque le montant des prestations sous-traitées est inférieur à 600 euros.

En application de l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, l'entrepreneur délivre une caution personnelle et solidaire à son sous-traitant, obtenu auprès d'un établissement certifié et agréé, sous peine de nullité du sous-traité.

L'entrepreneur qui ne souhaite pas garantir personnellement les prestations sous-traitées par une caution personnelle et solidaire doit demander, conformément à l'article 14 de la loi précitée, à ce que soit établie une convention de délégation de paiement dans les formes prescrites par l'article 1338 du code civil.

Une convention tripartite de délégation de paiement est alors passée entre le sous-traitant, l'entrepreneur et le maître de l'ouvrage. La demande est alors à remettre en 3 exemplaires dûment signés et datés des Parties.

##### ➤ Sous-traitance de montant égal ou supérieur à 600 euros

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros, le sous-traitant est payé directement par le maître de l'ouvrage dans les conditions prévues au titre I de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L. 2193-11 et R.2193-10 al. 1<sup>er</sup> du code de la commande publique. Le détail de la partie à payer au sous-traitant doit être spécifiquement mentionné sur la facture de l'entrepreneur. La facture du sous-traitant doit être transmise à l'entrepreneur.

## **ARTICLE 6 – MODALITES FINANCIERES**

### **6.1 SITUATIONS MENSUELLES**

L'entrepreneur remet chaque mois au Maître d'Oeuvre (ou au maître d'ouvrage en cas d'absence de maître d'œuvre) à la date fixée par ces derniers, un état de situation (selon le nombre d'exemplaires souhaités par le maître d'œuvre).

Un état de situation respectant les mentions du DPGF et faisant ressortir notamment au dernier jour de chaque mois et pour chaque corps d'état :

- le montant total et détaillé des travaux exécutés au titre du forfait
- les travaux modificatifs exécutés
- l'inventaire et le montant total et détaillé des approvisionnements pris en compte

### **6.2 MODALITES DE REGLEMENT**

#### 6.2.1 ACOMPTE

Les travaux sont réglés à l'entrepreneur par versement d'acomptes sur la base des états de situation mensuels dûment vérifiés par le Maître d'Oeuvre qui les transmet au Maître de l'Ouvrage avec ses observations ou ses propositions. Les acomptes mensuels sont calculés en tenant compte de la Retenue de Garantie, des acomptes précédemment payés, des retenues pour remboursement éventuel, des pénalités pour retard et généralement de toutes les sommes à la charge de l'entrepreneur ou lui profitant.

Ils sont réglés au vu d'un décompte provisoire de travaux acceptés par l'entrepreneur, le Maître d'Oeuvre, le Conducteur d'opération éventuel et le Maître d'Ouvrage.

Les paiements sont effectués, sous réserve de la bonne réalisation des travaux, par virement bancaire dans le délai maximum de trente jours suivant la validation du maître d'œuvre et de l'éventuel assistant à maîtrise d'ouvrage.

Il est précisé que si des précisions ou des rectifications sont demandées à l'entreprise sur la situation présentée, la date de référence est la date de remise de l'état de la situation rectifiée ou des précisions complémentaires demandées.

#### 6.2.2 REGLEMENT EN CAS D'ENTREPRENEURS SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement sans que le marché lui assigne un lot et que, par suite, les décomptes ne font pas apparaître la part revenant à ce sous-traitant, l'entrepreneur joint au projet de décompte une attestation en double exemplaire indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues et que la personne responsable du marché devra faire régler à ce sous-traitant.

Le responsable du marché peut réduire la somme indiquée dans l'attestation si celle-ci apparaît supérieure à la somme due au titre du marché pour la partie exécutée de la prestation sous-traitée.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et de soldes et, s'il y a lieu, des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des mandatements effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder celui qui correspond aux prestations du marché dont il assure l'exécution.

L'évaluation de ces prestations résulte, soit de la part à régler au sous-traitant telle qu'elle est déterminée sur la base des décomptes, soit des montants stipulés dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial. L'entrepreneur est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général ; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Le titulaire du marché dispose d'un délai de quinze jours, compté à partir de la réception des pièces justificatives servant de base au paiement direct pour les revêtir de son acceptation ou pour signifier au sous-traitant son refus motivé de la faire. Passé ce délai, le silence du titulaire vaut acceptation.

Lorsqu'au terme du délai indiqué à l'alinéa précédent, le titulaire du marché n'a pas notifié au sous-traitant son refus motivé d'accepter les pièces justificatives que celui-ci a transmises, et si ce sous-traitant avise le maître d'ouvrage que les créances correspondantes à ces



justifications n'ont pas été comprises en totalité ou en partie dans les décomptes ou dans l'état des sommes à payer adressés au maître d'ouvrage, le sous-traitant remet au maître d'ouvrage une copie de ces pièces et de l'avis de réception afférent à leur envoi.

Le Maître d'ouvrage règle les sommes correspondantes au sous-traitant dès lors que les sommes revendiquées par celui-ci n'ont pas été réglées au titulaire et que ce dernier n'a pas pu établir, 15 jours après en avoir été mis en demeure, qu'il avait opposé au sous-traitant un refus motivé dans le délai qui lui était imparti.

### **6.3 MEMOIRE ET DECOMPTE DEFINITIF**

Sauf dispositions contraires, dans le délai de deux mois à dater de la réception (ou de la résiliation), l'entrepreneur remet au maître d'œuvre ou au maître d'ouvrage, selon le cas, un mémoire définitif de ce qu'il estime lui être dû en application du marché.

Sur ce mémoire, figurent les conséquences éventuelles de la formule de variation de prix.

Réserve peut être faite si l'application de la formule ne peut être faite à la date de la remise du mémoire définitif.

Si le mémoire définitif n'est pas remis au maître d'Ouvrage dans le délai ci-dessus, celui-ci peut faire constater, aux frais de l'entrepreneur, le montant des travaux effectués.

Le Maître d'œuvre examine le mémoire définitif et établit le décompte définitif des sommes dues en exécution du marché.

Dans le délai de deux mois de la réception du mémoire définitif par le Maître d'Ouvrage, le Maître de l'Ouvrage signifie à l'entrepreneur ce décompte définitif, réserve faite s'il y a lieu de l'application définitive de la formule de variation. L'entrepreneur dispose de vingt jours à compter de la signification pour présenter par écrit ses observations éventuelles. Le Maître de l'Ouvrage dispose de vingt jours pour répondre par écrit à ses observations.

Le mémoire définitif de l'entreprise devra présenter outre, le décompte définitif présenté suivant l'annexe joint, les quitus de levée de réserves et le quitus du solde de tous comptes relatif compte prorata.

### **6.4 RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie est effectuée d'office sur les acomptes de travaux. Elle est acquise de plein droit au Maître de l'Ouvrage en cas de malfaçons, négligences ou tous les autres manquements de l'entrepreneur à ses obligations.

Le montant de la retenue de garantie est fixé à cinq pour cent (5%) du montant éventuellement actualisé ou révisé, des travaux exécutés.

Conformément à la loi n° 71-584 du 16 Juillet 1971, une somme égale et non productive d'intérêts est consignée par le Maître de l'Ouvrage.

Les sommes consignées ou éventuellement le solde sont versés à l'entrepreneur dans le délai d'un an à compter de la réception sauf si le Maître de l'ouvrage a fait opposition par lettre recommandée avec avis de réception avant l'expiration dudit délai. La retenue de garantie ne peut être libérée tant que le décompte définitif n'est pas établi et approuvé par les deux parties.

L'entrepreneur peut substituer à la retenue de garantie une caution personnelle et solidaire d'un établissement financier. Cette caution devra être conforme à la réglementation en vigueur et à l'arrêté du 1er Décembre 1987 relatif au modèle d'engagement souscrit par les cautions personnelles et solidaires en remplacement des cautionnements ou des retenues exigées des titulaires de marchés passé au nom des sociétés d'habitations à loyer modéré.

L'Acte de caution doit préciser que la caution s'engage solidairement avec l'entrepreneur :

"A verser au Maître de l'Ouvrage, en cas de malfaçons, négligences tous autres manquements de l'entrepreneur à ses obligations, la somme dont il jugera devoir rentrer en possession dans la limite des sommes garanties ci-dessus, dans les conditions ci-après :

#### **1- Défaillance de l'entreprise en cours de travaux :**

En cas de défaillance de l'entreprise aboutissant à la résiliation du marché, le versement interviendra à première demande sur ordre de versement du Maître de l'Ouvrage, et sans pouvoir différer le paiement pour quelque motif que ce soit.

#### **2- Carence de l'entreprise à lever les réserves formulées à la réception ou à remplir les obligations nées du contrat.**

Si l'entrepreneur n'exécute pas les travaux dont il est fait mention dans le procès-verbal de réception avec réserves, ne lève pas les réserves formulées de quelque nature qu'elles soient, n'exécute pas les travaux relevant de la garantie de parfait achèvement ou ne remplit pas les obligations nées du contrat dans le délai prescrit au procès-verbal de réception ou à celui stipulé en application des dispositions contractuelles, le versement interviendra, à première demande, sur ordre de versement du Maître de l'Ouvrage et sans pouvoir différer le paiement pour quelque motif que ce soit, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du procès-verbal de réception ou de la mise en demeure restée infructueuse".

Le versement éventuellement effectué par ses soins, ne saurait permettre au Maître de l'Ouvrage d'arrêter unilatéralement le compte de l'entreprise, celle-ci demeurant libre de discuter le bien fondé de la réclamation et tout excédent de versement devant être immédiatement restitué à la partie versante après arrêt définitif des comptes.

Il est expressément stipulé qu'en cas de réception partielle des ouvrages, objet du marché précité, les effets de la présente caution seront maintenus jusqu'à expiration d'un délai de un an suivant la date de la dernière réception.

La caution est libérée au terme du délai d'UN AN à compter de la réception sauf si le Maître de l'Ouvrage a fait opposition par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à elle adressée avant l'expiration dudit délai.

La caution ne peut pas être libérée si l'entreprise n'a pas présenté son décompte définitif ou si celui-ci n'est pas approuvé par les deux parties.

#### **6.4.1 RETENUE D'EFFICACITE**

Une retenue complémentaire dite d'efficacité d'un montant de 5 % pourra être appliquée sur les lots techniques (électricité, chauffage et plomberie) jusqu'à la mise en service des installations. Celle-ci sera débloquée dès que le fonctionnement normal de l'installation aura été constaté : livraison des logements pour l'électricité et la plomberie - début de la période de chauffe pour le lot chauffage. Cette retenue ne peut être substituée par une caution bancaire.

### **6.5 ACOMPTE SUR APPROVISIONNEMENT**

Il pourra être délivré des acomptes sur approvisionnement suivant modalité à déterminer avec l'entreprise et fixée par avenant au marché de base, qui sera au maximum limité à 80% du prix bordereau. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis les matériaux et éléments concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Sauf accord du Maître de l'Ouvrage, les approvisionnements retenus dans un décompte ne peuvent être affectés par l'entrepreneur ou le sous-traitant à des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Les approvisionnements retenus dans un décompte doivent être couverts par une assurance incendie et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements.

## **6.6 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION**

### **6.6.1 EN CAS DE RETARD DE CHANTIER**

Au cas où les travaux ne seraient pas terminés dans les délais fixés, et sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date réelle de fin de travaux et de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution fixée au calendrier d'exécution, il sera appliqué une pénalité de 2/1000 du montant des travaux traités par jour calendaire de retard.

En outre, en cas de retard dans les diverses interventions prévues au calendrier d'exécution, la pénalité fixée ci-dessus sera appliquée.

Et si des révisions doivent être accordées à des entreprises au-delà du délai contractuel du chantier, le montant de ces révisions sera automatiquement déduit du montant des marchés des entreprises ayant provoqué du retard.

### **6.6.2 PERTE DE LOYERS**

Si des retards cumulés dans les travaux excèdent 15 jours, la perte des loyers s'ajoute aux pénalités prévues aux articles 6. 7.1 et 6. 7.2..

## **6.7 AUTRES PENALITES**

### **6.7.1 RETARD DANS LE NETTOIEMENT ET LA REMISE EN ETAT DU CHANTIER**

En cas de retard, il sera appliqué, à partir du terme fixé, une pénalité de 15 € par jour calendaire de retard.

### **6.7.2 RETARD DANS LA REMISE DE LA SITUATION MENSUELLE**

En cas de retard dans la remise des situations mensuelles par rapport au délai prévu à l'article 6.2, l'entrepreneur est passible d'une pénalité dont le taux est fixé pour chaque jour de retard à 1/2000 du montant des travaux exécutés dans le mois considéré, calculée depuis la date d'expiration de la mise en demeure d'avoir à les fournir jusqu'à leur remise effective.

### **6.7.3 RETARD DANS LA REMISE DE LA SITUATION RECAPITULATIVE COMPLETE ET DETAILLEE**

En cas de retard dans la remise des situations mensuelles par rapport au délai prévu à l'article 6.2, l'entrepreneur est passible d'une pénalité dont le taux est fixé pour chaque jour de retard à 1/2000 du montant des travaux exécutés dans le mois considéré, calculée depuis la date d'expiration de la mise en demeure d'avoir à les fournir jusqu'à leur remise effective cette situation récapitulative.

### **6.7.4 ABSENCES**

Toute absence non justifiée ou non autorisée par le maître d'œuvre à l'un quelconque des rendez-vous hebdomadaire obligatoire entraînera une pénalité de 30 € par absence, sans autre préavis.

### **6.7.5 DOCUMENTS**

Retard pour la remise de documents 15€ par jour calendaire.

## **ARTICLE 8 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **8.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des produits matériaux et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

### **8.2 CARACTERISTIQUE QUALITE**

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualité des produits, matériaux et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Oeuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un organisme désigné à cet effet par le Maître de l'Ouvrage.

Il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du C.S.T.B.

Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, l'entrepreneur doit justifier de cet accord.

### **8.3 CONTROLE**

Les installations et les équipements feront l'objet des épreuves visées au chapitre "Essais" du C.C.T.P. Ces épreuves se substituent à celles du même objet qui pourraient être visées au C.P.C. ou son préambule fascicule 01 ou 02.

### **8.4 ESSAIS**

Les installations ci-après énumérées feront l'objet d'essais effectués par les entreprises dans les conditions conformes à celles définies d'une part dans le document COPREC n° 1 de décembre 1982 pour la nature des essais et leur mode opératoire et, d'autre part, dans le document technique COPREC n° 2 de décembre 1982 pour la récapitulation des résultats des essais.

## **ARTICLE 9 - IMPLANTATION DES OUVRAGES**

S'agissant de travaux sur du patrimoine existant, cet article ne s'applique pas, sauf si les travaux portent sur le raccordement de canalisations ou autres travaux réalisés à l'extérieur des habitations.

## **ARTICLE 10 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **10.1 PERIODE DE PREPARATION**

Pour l'application de l'article 7-1 du CCAG, la durée de la période de préparation est de **5 jours**.

Elle commencera le 5ème jour suivant la date de notification du marché.

Les obligations à satisfaire par l'entrepreneur ou les entreprises groupées ou sous-traitantes pendant la période de préparation ne faisant pas d'obstacle à l'exécution de certains travaux, il est précisé que le délai relatif à la dite période de préparation ne modifie pas le délai d'exécution des travaux, lequel partira de la date fixée par ordre de service pour le commencement des travaux.

### **10.2 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX**

#### **10.2.1 SUJETIONS DUES A D'AUTRES TRAVAUX**

10.2.1.1 Par l'exploitation du domaine public et des services publics (présence de canalisation ou de chantiers nécessaires à leur déplacement) sauf exceptions qui doivent être mentionnés ici.

10.2.1.2 Par l'exécution de travaux non compris dans la réalisation de l'opération définie au C.C.A.P. (travaux de viabilité par exemple)

#### **10.2.2 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX - VERIFICATION PREALABLE**

10.2.2.1 L'entrepreneur est réputé avant la remise de son offre :

- avoir pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.
- avoir procédé à une visite détaillée du terrain et des constructions, avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venue d'eau, etc.) à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi que de l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.)
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans les dessins d'exécution et le CCTP, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près de l'architecte, et le cas échéant, le bureau d'études techniques et d'avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (service des ponts et chaussées, services municipaux, services des eaux, Enedis, GRDF, Orange, etc.)
- avoir pris connaissance des dispositions concernant le label confort acoustique.

10.2.2.2 L'entrepreneur peut utiliser les voies de circulation et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux. Il devra en assurer l'entretien permanent et faire procéder, le cas échéant, à leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée et ce, à ses frais.

10.2.2.3 En cas de découvertes fortuites de vestiges archéologiques, l'entrepreneur devra en référer immédiatement à l'architecte et au maître d'ouvrage. Dans le cas où des fouilles ou investigations complémentaires seraient nécessaires, le planning d'exécution sera revu et l'entrepreneur ne subira de ce fait aucune pénalité pour dépassement de délai

#### **10.2.3 STOCKAGE DE MATERIEL ET DE MATERIAUX**

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments sauf autorisation écrite spéciale du maître d'ouvrage.

#### **10.2.4 PANNEAU DE CHANTIER**

Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur chargé de l'organisation matérielle et collective du chantier fait poser un panneau de chantier dont le modèle et les caractéristiques seront fournis par le maître d'ouvrage.

### **10.3 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES TRAVAUX**

#### **10.3.1 CONDITIONS ATMOSPHERIQUES**

Les entreprises devront également la bonne tenue de leurs ouvrages quelques soient les conditions météorologiques après l'exécution de ces derniers et jusqu'à la réception des travaux.

Si un maintien en température est rendu nécessaire, les frais s'y rapportant seront à la charge de l'entreprise titulaire du lot auquel se rapportent les travaux concernés, ou de l'entreprise responsable du décalage du planning dans le cas d'un retard d'exécution du fait des autres entreprises.

### **10.4 MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET L'HYGIENE**

Les entreprises devront respecter la législation en vigueur telle qu'elle est imposée par les articles L 4532-1 et suivants du code du travail et ses décrets d'application.

## **ARTICLE 11 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

### **11.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX**

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrage prévus par les fascicules intéressés au C.G.T.G. ou le C.C.T.P. sont assurés par les organismes agréés à cet effet.

## **11.2 RECEPTION**

### Généralités :

La réception est l'acte par lequel le Maître de l'Ouvrage déclare accepter les travaux avec ou sans réserves.

Elle ne pourra être prononcée qu'après fourniture par les entrepreneurs concernés des procès-verbaux d'essais prévus dans le Cahier des Prescriptions Techniques notamment ceux concernant l'isolation phonique et le fonctionnement des installations et des divers certificats de conformité dont le coût est à la charge des entreprises.

Elle ne pourra également être prononcée, qu'après fourniture par les entrepreneurs concernés, des dossiers des ouvrages exécutés remis en deux exemplaires au maître d'ouvrage.

En aucun cas, la prise de possession par le Maître de l'Ouvrage, après l'expiration des délais prévus au calendrier détaillé des travaux, ne vaut réception. Celle-ci ne peut résulter que d'un procès-verbal prévu dans les conditions ci-après :

- Avant cette réception les entrepreneurs doivent impérativement remettre au Maître de l'Ouvrage, en 2 exemplaires et par l'intermédiaire du Maître d'Oeuvre, les dessins et détails d'exécution des travaux de bâtiment et des ouvrages exécutés et pour les lots techniques, les schémas d'installations, les caractéristiques des appareillages mis en place avec les noms des fabricants, les notices de conduite et d'entretien correspondantes, pour constituer le dossier d'archives techniques de l'opération.
- Si le Maître d'Oeuvre estime que les travaux sont recevables, il avise 15 jours avant la date prévisible, le Maître de l'Ouvrage des dates retenues et les opérations de réception sont effectuées par le Maître d'Ouvrage en présence obligatoirement du Maître d'œuvre et des entrepreneurs.
- Au cours des opérations de réception, le Maître d'Oeuvre vérifie la conformité des fournitures et l'exécution des ouvrages aux documents du marché, aux règles de l'Art. et la réglementation en vigueur. Il s'assure également qu'il a été donné satisfaction aux observations éventuelles figurant au rapport préalable à la réception établie par le contrôleur technique.
- Il dresse sur le champ un procès-verbal de réception contradictoire des opérations qu'il vise et soumet à l'approbation du Maître de l'Ouvrage, du mandataire commun ou des entreprises, et qu'il diffuse immédiatement, à toutes les parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
- Si la réception comporte des réserves, le procès-verbal de réception mentionne en détail et pour chacun des corps d'état ou lots : les omissions, imperfections, malfaçons ou non conformités ainsi que la date fixée pour la visite de levée des réserves.

Toutefois, en cas de malfaçons ou défaillances graves d'achèvement des travaux dûment constatées par le Maître de l'Ouvrage étant de nature à empêcher la prise de possession des locaux par les locataires ou de troubler leur habitabilité, même requis par les entrepreneurs concernés de faire procéder à la réception des ouvrages, le maître d'ouvrage peut s'y refuser et en reporter l'époque à la date laquelle les réfections ou compléments des travaux auront été exécutés, les pénalités de retard étant appliquées dans les conditions de l'article 6.7.

Le refus du Maître de l'Ouvrage sera notifié par lettre recommandée avec avis de réception aux entrepreneurs par le Maître d'Ouvrage.

Si les travaux ne sont pas suivis par un maître d'œuvre, les obligations de l'entreprise envers le maître d'ouvrage demeurent identiques à celles précisées aux alinéas précédents.

## **11.3 REPRISES DES TRAVAUX**

Le délai d'intervention de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux destinés à lever les réserves est fixé à TRENTE JOURS calendaires à partir du jour où le constat des réserves a été fait et il ne sera admis d'exception à cette règle que pour des motifs techniquement justifiés, sans toutefois excéder TROIS MOIS.

A l'issue de cette période et à la date fixée au procès-verbal de réception, une visite de levée des réserves permettra de vérifier la conformité des travaux réalisés par les entrepreneurs.

A l'issue de cette visite, un procès-verbal de levée de réserves sera établi et mentionnera les réserves maintenues.

En cas d'inexécution des travaux en vue de lever les réserves mentionnées au procès-verbal de réception dans le délai laissé aux entreprises indiqué dans le dit procès-verbal, le Maître de l'Ouvrage adressera à l'entrepreneur concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une mise en demeure d'avoir à intervenir dans les 10 jours de la réception de cette dernière.

Passé ce délai, le Maître de l'Ouvrage fera procéder aux travaux nécessaires aux frais et risques des défaillants.

Les travaux à effectuer en vue de la levée des réserves devront être soumis, avant exécution, au Maître d'Oeuvre pour approbation ainsi que, le cas échéant, pour avis au contrôleur technique, sans que pour autant les délais d'exécution soient remis en cause.

Le coût des travaux exécutés aux frais et risques des entrepreneurs défaillants et éventuellement le montant des pénalités de retard peuvent être prélevés sur les sommes dont le Maître de l'Ouvrage peut être encore redevable à chacun des entrepreneurs concernés et une compensation, dans ce cas, s'opère de plein droit entre le prix des ouvrages ainsi exécutés et les reliquats dus, le tout sans préjudice de l'application de l'article. 6 précité.

Les entreprises conservent la garde du chantier, qu'il y ait ou non prise de possession des bâtiments par le propriétaire ou le Maître de l'Ouvrage jusqu'à la constatation par procès-verbal, tant de la levée des réserves que de la remise en ordre complète du chantier.

Le procès-verbal de levée des réserves, signé par le Maître de l'Ouvrage et visé par le Maître d'œuvre, est notifié à toutes les parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

## **ARTICLE 12 - RESPONSABILITES ET GARANTIES**

### **12.1 GARANTIES**

Les périodes de garanties prévues aux articles 1792-2 et suivants du Code Civil ont pour point de départ le jour de la réception dans les conditions prévues à l'Article 1792-6 du Code Civil.

Elles courent, depuis cette date, pendant :

- 1- DIX ANS, durée de la présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :
  - qui portent atteinte à la solidité de l'ouvrage (Art. 1792 du Code Civil) ;
  - qui affectent l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement et rendent l'ouvrage impropre à sa destination (art. 1792 du Code Civil) ;
  - qui affectent la solidité des éléments d'équipements d'un bâtiment lorsque ces éléments font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert (art. 1792-2 du Code Civil).

- 2- DEUX ANS, au moins (sauf allongement de la garantie prévue au CCAP) au titre de la garantie de bon fonctionnement dont sont redevables les entrepreneurs et qui porte sur les éléments d'équipement du bâtiment autres que ceux qui font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité de fondation, d'ossature, de clos et de couvert (art. 1792-3 du Code Civil).
- 3- UN AN, au titre de la garantie de parfait achèvement à laquelle tous les entrepreneurs sont tenus (art. 1792-6 du code Civil) et qui s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le Maître de l'Ouvrage, soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.  
Il sera remédié aux réserves relevant de ladite garantie, révélées postérieurement à la réception, dans les conditions de l'Art. 11. La simple notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par le Maître de l'Ouvrage au mandataire commun ou l'entrepreneur, vaudra injonction d'exécution dans le délai mentionné dans la notification. A défaut d'exécution dans ce délai, les travaux pourront être exécutés aux frais et risques des entreprises.
- 4- Les entrepreneurs qui installent au titre de leur marché des éléments d'équipement autres que ceux prévus aux articles 1792-2 et 1792-3 du Code Civil équipement et appareils ménagers ou domestiques et équipements installés pour permettre l'exercice d'une activité professionnelle quelconque dans le bâtiment sont tenus à une obligation de garantie (de fourniture et main d'oeuvre) d'une durée minimale de DEUX ANS (sauf clause contraire prévue au CCAP) à partir du jour de réception.

## **12.2 POLICES SOUSCRITES PAR LES ENTREPRENEURS**

### **Police de base :**

Tous les entrepreneurs appelés à participer aux travaux ainsi que leurs sous-traitants autorisés, doivent justifier quelle que soit la nature des travaux (traditionnels, spécifiques, etc..) par une attestation de leur compagnie d'assurances précisant les qualifications QUALIBAT ou QUALIFELEC ou QUALIFANTEN, qu'ils sont titulaires d'une police couvrant au minimum les conséquences :

- avant réception : de tous les dommages et de tous les frais consécutifs à l'effondrement ou au risque d'effondrement de tout ou partie des ouvrages ;
- dès la réception : de tous dommages matériels et immatériels engageant la responsabilité des entrepreneurs au titre des articles 1792, 1792-2, 1792-3 du Code Civil, ainsi que de tous dommages consécutifs à l'exécution des travaux neufs, ou sur des dommages consécutifs à l'exécution des travaux neufs sur des ouvrages préexistants ;
- la durée minimale de garantie de bon fonctionnement - DEUX ANS prévue à l'article 1792-3, pourra éventuellement être augmentée par le CCAP.

L'entrepreneur chargé au sein d'un groupement ou d'une association d'entrepreneur d'une mission de pilotage, doit demander et obtenir de ses assurances, l'avenant pilote à sa police d'assurance individuelle de base pour les travaux relevant de son autorité.

## **12.3 POLICE SOUSCRITE PAR LES FABRICANTS**

Lorsque la conception des bâtiments prévoit "un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un élément d'équipement conçu et produit pour satisfaire en l'état de service, à des exigences précises et déterminées à l'avance", les entrepreneurs concernés doivent produire avec leurs offres et pour toutes les solutions proposées, les attestations d'assurances des fabricants les approvisionnant.

De telles attestations sont également exigées par le maître de l'ouvrage pour toute modification intervenant en cours d'exécution du marché.

## **12.4 SURPRIME**

Toute surprime appliquée à la police de dommages éventuellement souscrite par le maître de l'ouvrage pour insuffisance d'assurance des entrepreneurs et des fabricants ou pour insuffisance ou défaut de qualification est automatiquement mise à la charge du mandataire commun, lequel s'engage à la régler au maître de l'ouvrage dès que notification lui en est faite par ce dernier.

## **12.5 POLICE DE RESPONSABILITE CIVILE**

Les entrepreneurs et leurs sous-traitants autorisés doivent également souscrire une police de responsabilité civile pour dommages causés aux tiers :

- par le personnel salarié en activité de travail, par le matériel d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation de leur entreprise ;
- du fait des travaux avant réception ;
- du fait des dommages survenant après la réception et engageant la responsabilité de l'entrepreneur dans les termes de droit commun et présenter une attestation délivrée par la compagnie d'assurance auprès de laquelle ils l'auront souscrite.

Dans le cas où la réalisation de l'ouvrage nécessite des reprises en sous-œuvre, renforcement de mitoyen, transformation surélévation ou tous autres travaux susceptibles de provoquer des désordres sur les "existants", l'entrepreneur doit demander une extension des garanties de sa police "responsabilité civile" prévoyant au premier franc, la couverture de dommages qui pourraient être causés aux ouvrages existants du fait de travaux neufs.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de demander à l'entrepreneur (y compris pour dégâts des eaux et incendie), communication des plafonds de garantie par catégorie de risques et d'exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation du plafond de leurs assurances de responsabilité civile par catégorie de risque, si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus élevée ou plus étendue.

Aucun règlement pour solde ne sera effectué sans présentation d'un certificat des compagnies d'assurances prouvant que les entrepreneurs et leurs sous-traitants sont à jour du règlement de leurs primes ou cotisations afférentes à leurs assurances.

## **12.6 POLICES DIVERSES :**

Tous risques chantier, incendie en cours de travaux et autres polices

Lorsque le Maître de l'Ouvrage l'estime nécessaire, il se réserve la faculté de souscrire, pour le compte commun des entrepreneurs participant à la construction, des polices telles que :

- tous risques chantier
- incendie en cours de travaux, etc.

Pour garantir certains ouvrages de génie civil et certains risques non garantis par les polices individuelles de base des entrepreneurs de base des entrepreneurs concernés.



## **12.7 HONORAIRES DU CONSUEL**

Les honoraires du consuel doivent être inclus dans l'offre des entrepreneurs des lots concernés à charge pour eux de régler directement.

## **12.8 SANCTION DU DEFAUT D'ASSURANCE**

Faute par les entrepreneurs ou leurs sous-traitants de justifier des assurances auxquelles ils sont tenus, et du paiement régulier des primes sur simple réquisition du Maître de l'Ouvrage :

- au moment des offres : celles-ci seront considérées incomplètes et par conséquent rejetées.
- à tout moment de l'exécution des ouvrages : leur marché sera résilié de plein droit à leurs torts exclusifs.

## **12.9 TRAVAIL DISSIMULE, COTISATIONS FISCALES ET SOCIALES**

### **12.9.1 PLATEFORME E-ATTESTATIONS**

Pour le recueil et la vérification des pièces réglementaires lors de l'attribution ainsi que pour le contrôle de la conformité administrative pendant la vie du marché (actualisation tous les 6 mois), France Loire utilise la plateforme en ligne **e-Attestations**.

Cette dernière permet au Titulaire de répondre simplement et gratuitement à ses obligations en tenant à jour son dossier administratif qui est mutualisé pour tous les donneurs d'ordres qui utilisent cette solution (démarches à effectuer une seule fois). Elle présente aussi l'avantage d'être directement connectée aux bases de certains organismes (URSSAF, Impôts ...) ce qui évite de déposer les documents associés (ou uniquement en cas de régularisation de votre situation).

Si le Titulaire n'est pas encore inscrit sur la plateforme, il communiquera le nom d'une personne de contact ainsi qu'une adresse mail à l'adresse indiquée par le Pouvoir Adjudicateur dans le courrier d'attribution provisoire. Le Pouvoir Adjudicateur effectuera alors l'inscription du Titulaire. Ce dernier recevra ensuite un mail avec ses identifiants et les instructions pour compléter son dossier avec les documents nécessaires.

### **12.9.2 DOCUMENTS NECESSAIRES A L'ATTRIBUTION ET CONFORMITE ADMINISTRATIVE EN COURS DE MARCHE**

Les articles R2143-6 et suivants du code de la commande publique imposent au Pouvoir Adjudicateur de vérifier que le candidat auquel il envisage d'attribuer le marché n'entre pas dans un des cas d'exclusion qu'il cite. Le code du travail impose également certaines vérifications. Par conséquent, le compte e-attestations de l'attributaire du marché devra, **préalablement à la signature** du marché, et pour certains documents pendant la vie du marché, être à jour des documents suivants :

- **Attestation de vigilance** datant de moins de 6 mois (cotisations sociales URSSAF, MSA...) : document généré automatiquement si le candidat à jour de vos cotisations, à récupérer auprès de votre organisme et déposer uniquement en cas de régularisation ou si la solution n'est pas encore connectée à votre organisme

En cas d'obtention d'un accord de délai de paiement-échancier, le Titulaire contactera directement le Pouvoir Adjudicateur pour traiter cette situation particulière

- **Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail** : attestation automatique selon la situation (emploi ou non emploi) avec une déclaration en ligne sécurisée faisant foi en cas de contrôle
- **Attestation de régularité fiscale** : document généré automatiquement si le Titulaire est à jour de ses cotisations, à récupérer auprès du centre des impôts et déposer uniquement en cas de régularisation
- **Attestation d'assurance RC PRO** en cours de validité

Selon la situation du TITULAIRE (documents demandés ou pas dans e-Attestations pour compléter le dossier)

- Attestation PROBTP
- Certificat Congés Payés Chômage intempérie
- Attestation d'assurance décennale en cours de validité

Si le Titulaire est établi à l'étranger, il devra fournir tout document équivalent à ceux listés ci-dessus.

Par ailleurs, certains documents ne peuvent pas être gérés via e-attestations, le Titulaire devra donc transmettre au Pouvoir Adjudicateur (selon les modalités indiquées dans le courrier d'attribution) :

- Un Relevé identité bancaire (RIB)
- Une copie du/des éventuel(s) jugement(s) prononcé(s) (redressement judiciaire ...)

Dans l'hypothèse où le Titulaire souhaiterait détacher des salariés étrangers pour l'exécution du présent marché, il transmettra également les documents ci-dessous :

- Une copie de la déclaration préalable de détachement auprès de l'inspection du travail
- Une copie du document désignant le représentant national de l'entreprise établie à l'étranger

A défaut de mise à disposition de l'un des documents mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits par le Pouvoir adjudicateur, l'attributaire provisoire pourra être éliminé de la procédure et le marché pourra être attribué au candidat classé immédiatement après lui.

## **ARTICLE 13 - RESILIATION D'UN MARCHÉ**

### **13.1 RESILIATION DE PLEIN DROIT**

Le marché peut être résilié de plein droit, au gré du Maître de l'ouvrage, pour la partie afférente à l'un quelconque des entrepreneurs et sans que celui-ci ou ses ayant droit puissent prétendre à une indemnité quelconque :

- en cas de décès de l'entrepreneur, sauf droit pour le Maître de l'Ouvrage d'accepter les offres des héritiers ou des successeurs de l'entrepreneur.

- en cas de dissolution de l'entreprise si celle-ci est constituée en société.
- en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, sauf si dans le mois qui suit la décision de justice intervenue, le syndic décide de poursuivre l'exécution du marché. Le délai peut être ramené à huit jours en cas d'urgence à compter de la demande formulée par le maître de l'ouvrage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
- en cas de sous-traité, cession, transfert ou apport du marché sans l'autorisation du maître de l'ouvrage.
- enfin, dans tous les cas où l'entrepreneur ne s'est pas conformé aux stipulations du marché ou aux ordres écrits qui lui ont été donnés, si l'entrepreneur n'exécute pas dans le délai de huit jours à compter de la mise en demeure qui lui est signifiée par lettre recommandée valant mise en demeure.

Ce délai peut être ramené à deux jours en cas d'urgence.

## **17.2 RESILIATION AUX TORTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le titulaire du présent accord-cadre pourra, et après mise en demeure restée sans effet durant 2 mois, résilier celui-ci aux torts du maître d'ouvrage si celui-ci méconnaît gravement ses obligations.

## **13.2 RESILIATION DU MARCHE APRES MISE EN DEMEURE**

### **13.2.1 CAS DE RESILIATION**

En cas de faute ou manquement grave, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché, c'est à dire :

- si l'entrepreneur refuse ou se montre incapable d'exécuter les travaux en partie ou en totalité, avec assez de conscience, d'énergie et de rapidité propre à garantir la terminaison des dits travaux dans la limite du temps spécifiée au marché et additionnée des extensions supplémentaires qui auront pu être accordées par l'architecte à l'entrepreneur.
- lorsque l'entrepreneur ou ses agents aura trompé ou tenté de tromper soit sur la qualité des matériaux, soit dans le relevé des attachements qui serviraient à contrôler l'exécution des plans et devis.
- dans le cas où l'entrepreneur ne pourrait payer en temps voulu tous les matériaux ou main d'oeuvre
- dans le cas où l'entrepreneur persisterait à s'abstenir d'assister aux rendez-vous de chantier prévus et sans se faire remplacer par un délégué mandaté pour agir en ses lieux et place ainsi qu'il est stipulé au marché.
- dans le cas où l'entrepreneur céderait tout ou partie de ses travaux ou donnerait à tâche quelque travail faisant partie de son marché.
- en cas d'abandon de chantier ou d'insuffisance de matériel ou de personnel dûment constaté.

### **13.2.2 RESILIATION**

Dans tous les cas, la résiliation sera prononcée après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours après notification.

### **13.2.3 RESILIATION EN L'ABSENCE DE QUALIFICATION POUR LE TRAITEMENT DE L'AMIANTE**

L'absence de présentation, dans les 15 jours après mise en demeure demeurée infructueuse, des documents attestant de la qualification nécessaire à la réalisation de travaux en présence d'amiante est un motif de résiliation du marché.

## **13.3 MISE EN REGIE**

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du marché après mise en demeure d'y satisfaire par le maître d'ouvrage. Cette régie peut être que partielle. Pendant la durée de la régie l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois en entraver l'exécution. Il peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Après l'expiration d'un délai d'UN MOIS suivant la notification de la décision de mise en régie, la résiliation du marché peut être décidée.

## **13.4 CONSEQUENCES DE LA RESILIATION OU DE LA MISE EN REGIE**

### **Dispositions communes :**

Dans tous les cas de résiliation du marché ou de mise en régie pour la partie afférente à l'un des entrepreneurs, il est procédé par le Maître d'Oeuvre en présence du contrôleur technique et de l'entrepreneur intéressé ou ses ayants droit présents ou dûment appelés à la constatation des ouvrages et de leur qualité, à l'inventaire des matériaux et installations de chantier de l'entrepreneur.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal signé par les parties visées par le Maître d'Oeuvre et le contrôleur technique auquel sont annexés les attachements figurés et dessins d'exécution des ouvrages réalisés ainsi que leur évaluation. Un exemplaire du procès-verbal est notifié par le Maître de l'Ouvrage à chacune des parties.

L'entrepreneur ou ses ayants droit ne peuvent refuser de céder au Maître de l'Ouvrage, les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par ce dernier, et le matériel construit spécialement pour le chantier et qui ne serait pas susceptible d'être employé sur d'autres chantiers, ainsi que les matériaux approvisionnés pour l'exécution ou des ouvrages ordonnés et qui seraient propriété de l'entrepreneur. La cession est faite au prix convenu au marché ou à défaut à ceux fixés à dire d'expert.

L'entrepreneur défaillant est tenu d'évacuer du chantier et de ses annexes (hangars, magasins, bureaux etc..) les matériaux, matériels et fournitures dont la cession n'est pas demandée par le Maître de l'Ouvrage, dans le délai d'UN MOIS à compter de la date de la lettre de résiliation, sauf cas d'urgence. Faute par l'entrepreneur d'avoir évacué le chantier dans le délai imparti, le Maître de l'Ouvrage est autorisé à faire procéder à cette évacuation aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

L'entrepreneur doit fournir sans délai les primes d'assurances qu'il a payées au titre des ouvrages qu'il a réalisés.

## Article 14 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à conserver confidentielle, en toutes circonstances et qu'elle qu'en soit la cause, l'ensemble des informations transmises entre elles.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Le titulaire n'est en aucun cas autorisé à les reproduire ou les diffuser en dehors du cadre de la prestation. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de France Loire.

Cette clause s'applique également à l'ensemble du personnel du titulaire. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du Code civil.

## Article 23 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

### Clause RGPD simplifiée « TIERS »

Dans le cadre de ce marché, le POUVOIR ADJUDICATEUR sera amené à communiquer des données concernant ses locataires au TITULAIRE

Ces informations constituent des données à caractère personnel au sens :

- De la Loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Conformément aux articles 4.6 de la Loi informatique et libertés et 32 du Règlement Européen 2016/679, le TITULAIRE s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le TITULAIRE s'engage à utiliser ces données uniquement dans le cadre du présent accord et donc à

- Ne pas utiliser ces informations à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution du contrat

Le TITULAIRE s'engage également à supprimer ces données à l'issue de leur traitement et à ne pas en garder de copie, sauf obligation légale de conserver les données.

à ....., le :

Signature et cachet de du prestataire

à ....., le :

Signature et cachet de FRANCE LOIRE